

La Banque de l'Indochine symbole de la vocation ultramarine et coloniale de la place de Bordeaux

Hubert Bonin, professeur émérite & chercheur en histoire économique, Sciences Po Bordeaux et UMR CNRS 5113 GRETHA-Université de Bordeaux

Entre 1955 et 1973, le siège social du Crédit agricole mutuel de la Gironde est installé au centre de Bordeaux, 11 cours de Verdun, au lieu des locaux relativement modestes de la rue Esprit-des-Lois (au 27 puis au 12)¹. La façade néoclassique et majestueuse de ce bel immeuble et de l'agence bancaire qu'il abrite en sus consacre le « standing » et la position qu'a conquis l'institution depuis sa création en 1901. Un grand hall donne accès à un magnifique escalier conduisant aux bureaux de la Caisse régionale.



Or ce bâtiment a accueilli jusqu'en 1953 le siège de la succursale bordelaise de la Banque de l'Indochine, qui le vend à son confrère ; celui-ci le réaménage et ouvre son nouveau Siège en novembre 1954. Le sous-sol, quant à lui, accueille les archives courantes de la Caisse ; auparavant, il a abrité le Central-titres de la Banque de l'Indochine, dans une cave semi-sphérique et en rotonde aménagée en 1938-1939 dans le cadre de la loi sur la mobilisation de guerre, qui a prévu de protéger les documents administratifs et comptables tant les rapports géopolitiques se sont tendus en Europe.

Évoquer le nom de la Banque de l'Indochine à propos de Bordeaux, porte océane², pourrait paraître étrange puisque la mémoire de l'outre-mer colonial y concerne surtout les Antilles et l'Afrique occidentale (Maurel & Prom, Maurel frères, Vezia, etc.), avec quelques percées dans l'océan Indien³, en Nouvelle-Calédonie (avec les Ballande) et en Afrique centrale (Peyrissac). Néanmoins, l'Indochine a constitué une cible pour « l'impérialisme économique » de « la plus grande Gironde » – en pastichant l'expression « plus grande France ». Des navires faisaient escale à

¹ Hubert Bonin, *Le Crédit agricole de la Gironde. La passion d'une région, 1901-1991*, Bordeaux, L'Horizon chimérique, 1992.

² Pierre Guillaume (dir.), *Bordeaux, porte océane*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1999. Bruno Marnot, *Le refus du déclin. Le port de Bordeaux au XIX^e siècle*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, « La mer au fil du temps », 2012.

³ Hubert Bonin, *De l'océan Indien aux Antilles : Faure frères. Une dynastie de négociants et armateurs bordelais (1795-1930)*, Paris, Les Indes savantes, 2015. Paul Butel, « Les Bordelais et l'Inde dans la première moitié du XIX^e siècle », in Philippe Haudrère (dir.), *Les flottes des Compagnies des Indes, 1560-1857*, Vincennes, Service historique de la Marine, 1996, p. 327-338.

Bordeaux entre des ports du Nord-Ouest et l'Asie : les Chargeurs réunis font partir un paquebot tous les 28 jours de Bordeaux et Marseille pour Port-Saïd, Djibouti, Colombo, Singapour, Saïgon, Tourane et Haiphong⁴ ; les Messageries maritimes touchent elles aussi Bordeaux pour l'Indochine et au-delà, bien que leur port-pivot soit Marseille⁵.

1. L'Indochine dans le rayon d'action de la cité-port bordelaise : Les Denis enracinés à Bordeaux

On discerne encore mal comment et combien des Girondins sont partis « faire des affaires » dans l'outre-mer indochinois (ou néo-calédonien). Les trois frères Henry, Victor et Xavier Roque développent par exemple une entreprise d'armement maritime et fluvial dès les années 1860, avant que le relais ne soit pris par Paul, fils de Xavier, entre 1905 et 1921 ; cela débouche sur la grosse Société anonyme de chalandage & de remorquage de l'Indochine (SACRIC)⁶ au début du xx^e siècle, avec le soutien de la Banque de l'Indochine. Il manque une étude historienne de la firme Ballande, encore active aujourd'hui dans l'aire Pacifique.

Heureusement, on connaît bien les initiatives et les activités d'une grande famille girondine, membre des « dynasties bordelaises »⁷, qui a joué un rôle clé en Indochine, les Denis, à partir de 1862. Héritière des recherches lointaines de Pierre de Joinville⁸, l'historienne Delphine Boissarie⁹ a ainsi bien reconstitué l'histoire de cette aventure entrepreneuriale en Extrême-Orient, et des compléments ont été apportés par plusieurs historiens, comme Patrice Morlat¹⁰ ou Marc Meuleau, avec son riche ouvrage consacré à la Banque de l'Indochine¹¹.

Les premiers Denis s'installent en Cochinchine en décembre 1862 avec la société Denis Frères, dans le courant de colonisation commerciale qui accompagne

⁴ *Annuaire des entreprises coloniales*, Paris, édition de 1937, p. 69.

⁵ *Ibidem*, p. 79.

⁶ [<http://entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/SACRIC.pdf>].

⁷ Paul Butel, *Les dynasties bordelaises, de Colbert à Chaban*, Paris, Perrin, 1991. Paul Butel, *Les dynasties bordelaises. Splendeur, déclin et renouveau*, Paris, Perrin, 2008.

⁸ Pierre de Joinville, « Les armateurs de Bordeaux et l'Indochine sous la Restauration », *Revue de l'histoire des colonies françaises*, I. 1920, tome 1, p. 91-128 ; II. 1920, tome 2, p. 197-248.

⁹ Delphine Boissarie, « Les Bordelais du bout du monde : deux dynasties du grand commerce de l'outre-mer, les Denis et les Ballande, entre Indochine et Océanie, trajectoires croisées, du début du XIX^e siècle aux années 1950 », *Revue d'histoire maritime*, 2012, n° 13. Delphine Boissarie, *La maison Denis frères et l'Extrême-Orient depuis le Second Empire*, Denis frères, maîtrise d'histoire, Université de Bordeaux 3, 2004 (dir. Christophe Bouneau). Delphine Boissarie, *La maison Denis Frères (1862-1954) : trajectoire d'un réseau commercial et social entre Bordeaux et l'Extrême-Orient*, thèse de doctorat (dir. Christophe Bouneau), Université Bordeaux-Montaigne, 2015.

¹⁰ Patrice Morlat, « L'Indochine à l'époque d'Albert Sarraut », *Outre-mers. Revue d'histoire*, 2012, tome 99, n° 376-377, *Cent ans d'histoire des outre-mers. SFHOM, 1912-2012*. p. 179-195. Patrice Morlat, *Indochine années vingt : Tome I. Le balcon de la France sur le Pacifique. Une page de l'histoire de France en Extrême-Orient*, Paris, Les Indes savantes, 2001. Patrice Morlat, *Indochine années vingt. Tome II : le rendez vous manqué (1918-1928). La politique indigène des grands commis au service de la mise en valeur*, Paris, Les Indes savantes, 2006.

¹¹ Marc Meuleau, *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque de l'Indochine (1875-1975)*, Paris, Fayard, 1990. Yasuo Gonjo, *The History of the Banque de l'Indochine (1875-1939): French Imperialism in the Far East*, Tokyo University Press, 1985, thèse en japonais, traduite en français : Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1993.

l'établissement de la France dans ces contrées¹². Étienne Denis est le patriarche du groupe : né en 1799 à Blaye en Gironde mais d'ascendance lorraine, devenu capitaine au long cours en 1824, il opère dans les mers d'Asie, d'Extrême-Orient et dans l'Océan Pacifique. Alfred Denis, son fils aîné, met sur pied avec l'aide de son père les bases d'un commerce entre Bordeaux, Saïgon et Hong Kong. Il est aidé, toujours sous la direction du père, par ses trois frères : Émile, Gustave et Alphonse. Émile et Gustave, au début, s'implantent respectivement à Saïgon et à Hong Kong pour les nécessités commerciales de la maison. En 1880, Gustave dirige Denis Frères à Bordeaux et Alphonse la maison sœur Denis Frères en Indochine à Saïgon. Après que décèdent successivement Émile en 1872, Alfred en 1874, Étienne (le père) en 1879 et Gustave en 1904, il ne reste donc plus qu'Alphonse (1849-1933). C'est donc lui qui, dans les années 1920, est le chef de la famille et de la maison Denis Frères, devenue une société anonyme en 1922. Mais il est aidé à son tour par ses deux fils, Étienne II (1889-1962), qui préside l'entreprise, et Maxime Denis, administrateur délégué (avec deux autres dirigeants).

Les Denis sont de gros négociants en Indochine, à l'import (biens de consommation et d'équipement, si possibles en provenance de Métropole, tels que vins, alcools ; charbon, hydrocarbures) et à l'export (aussi bien vers la Métropole que vers le reste de l'Asie, dont Hong Kong). Mais ils y deviennent des industriels, avec notamment une brasserie, la Rizerie saïgonnaise (1880), la Compagnie franco-indochinoises des riz (1912), etc. Ils participent en sus aux appels d'offres de la Puissance publique : en juillet 1910, Denis Frères, de Haiphong, emporte le marché mis en adjudication pour l'appontement de la rivière de Tourane.

Une petite partie des flux commerciaux générés par les sociétés Denis frères n'a pu manquer de nourrir les échanges du port de Bordeaux, quand des cargos y faisaient escale entre les ports du Nord européen et l'Asie par le canal de Suez. Peut-être Denis frères prend elle part aux importations de riz par le Port de la Lune, estimées à 66 800 tonnes en 1939. Ce sont surtout des tranches des opérations comptables, financières, du groupe d'entreprises qui sont gérées depuis le Siège girondin (situé au 28 allées d'Orléans puis au 18 rue Ferrère), relayé par un bureau de représentation à Paris (25 rue Général-Foy). Cet enracinement à Bordeaux explique que les Denis ont conquis une position solide sur la place, tout en devenant des notables en Indochine. Eux aussi sont parties prenantes des institutions représentant les communautés d'affaires tournées vers l'empire colonial et des réseaux de sociabilité notabiliaire¹³.

¹² Kim Vorapeth, *Commerce et colonisation en Indochine (1860-1945)*, Paris, Les Indes savantes, 2004.

¹³ Yves Péhaut, « Géographie coloniale et commerce à Bordeaux. La Société de géographie commerciale, 1874-1939 », in Michel Bruneau & Daniel Dory (dir.), *Géographie des colonisations, xv^e-xx^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 77-94. Laurent Morando, « Les Instituts coloniaux de province (1893-1940) : une action efficace ? », in Hubert Bonin, Catherine Hodeir & Jean-François Klein, *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008, p. 195-219. Christelle Lozère, *Bordeaux colonial*, Bordeaux, Éditions Sud Ouest, 2007. Paul Butel (dir.), Jean-Claude Drouin, Georges Dupeux & Christian Huetz de Lempis, *Histoire de la Chambre de commerce & d'industrie de Bordeaux, 1705-1985*, Bordeaux, CCIB, 1988.

Denis Frères d'Indochine
 Société Anonyme au Capital de 2.000.000 de Piastres
4, rue Catinat, Saigon

SUCCURSALES A
HAIPHONG - HANOI - PNOM-PENH - TOURANE
 Adresse Télégraphique : REFÉRENDIS
 Maison fondée en 1862

A BORDEAUX
Denis Frères de Bordeaux
 Société Anonyme au Capital de 5.000.000 de Francs

**Importation - Exportation - Commission
 Armement - Assurance**

Importation : Tabac et cigarettes du Globe - Produits d'alimentation - Vins - Spiritueux - Eaux minérales - Tissus en pièces - Matériaux de Construction - Quincaillerie - Machines etc...

Exportation : Poivres - Peaux de Buffles, Beufs, Vaches, Veaux, Cerfs - Cornes de Buffles - Gomme Gutta - Sticklaque - Benjoin - Graisse de poisson - Vessies de poissons - Huile de coco - Huile de bois - Kapok - Essence de Badiane - Noix vomiques - Coprah.

Représentants du Lloyd, des Comités des Assureurs Maritimes de Paris, Le Havre.
 Agent de la Compagnie côtière d'Annam.
 Agent de Compagnies Françaises et Etrangères d'Assurances "Incendie" et "Automobile"

Agent de :
 Société Française des Charbonnages du Tonkin.
 Société Indochinoise des Allumettes.
 Socony Vacuum corporation.
 Agent à Hanoi de la Hongkong and Shanghai Banking Corporation.

Le nom de Denis conduit à évoquer Alphonse Denis (1849-1913), de la deuxième génération de la maison familiale¹⁴ : sa bivalence est nette puisqu'il préside la Chambre de commerce de Saigon – et son frère Gustave la préside également dans les années 1870 – mais est aussi membre du Tribunal de commerce de Bordeaux, élu à la Chambre de commerce de Bordeaux (1893-1913), d'une part, mais aussi administrateur de la Banque de l'Indochine (1925-1933) et de la Banque de France d'autre part. Les Denis ont scindé leur maison en deux blocs indochinois et métropolitain en 1910 et conduisent leurs affaires autour de deux pôles de gestion et donc de deux réseaux d'influence – d'où la présence des négociants, outre-mer, au sein des Chambres de commerce de Hanoi et Saigon, du Conseil supérieur de l'Indochine et, à Paris, au sein du Comité de l'Indochine, le groupe de pression fédérant les intérêts du monde colonial actif dans la colonie asiatique. C'est dans ces institutions que les Denis, comme leurs collègues, affirment leur solidarité avec les plans Doumer et Sarraut et leur attachement à un système douanier protégeant le trop faible tissu capitaliste français dans ces territoires des incursions des fortes maisons britanniques¹⁵.

2. La Banque de l'Indochine en relais des affaires bordelaises

En fait, concrètement, Denis frères ne fréquente pas la Banque de l'Indochine depuis Bordeaux ; c'est à Paris et en Indochine même que les deux maisons collaborent. Alphonse Denis¹⁶ est d'ailleurs membre du conseil d'administration de cette grande banque, ce qui prouve l'entrecroisement entre Bordeaux, Paris et Saigon, où lui-

¹⁴ Cf. Kham Vorapheth, « Troisième Partie. Denis frères », *Commerce et industrialisation en Indochine, 1860-1945*, Paris, Les Indes savantes, 2004, p. 425-515.

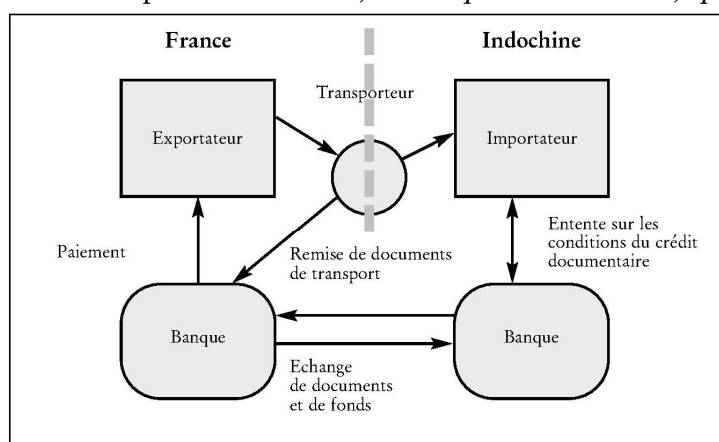
¹⁵ Cf. Hubert Bonin, « La construction d'un système socio-mental impérial par le monde des affaires ultramarin girondin (des années 1890 aux années 1950) », in Hubert Bonin, Jean-François Klein & Catherine Hodeir (dir.), *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008, p. 243-274.

¹⁶ « Alphonse Denis », in Jean et Bernard Guérin, *Des hommes et des activités autour d'un demi-siècle* (dictionnaire biographique), Bordeaux, Éditions B.E.B., 1955, p. 224. Voir aussi : « Denis », in Hubert Bonin, *Les patrons du Second Empire. Bordeaux & en Gironde* (dictionnaire), Paris, Picard-Cénomane, 1999, p. 109-112. Étienne Denis, *Bordeaux et la Cochinchine sous la Restauration et le Second Empire*, Bordeaux, Imprimerie Delmas, 1965.

même préside la Chambre de commerce ; cette position est confirmée quand il devient même Régent de la Banque de France.

La Banque de l'Indochine s'est affirmée en clé de voûte du système bancaire français en Extrême-Orient, en Indochine, sur les rives de l'océan Pacifique, à Hong Kong et en Chine¹⁷, tout autour d'une « Méditerranée asiatique »¹⁸. Mais, grâce aux liens entretenus entre le Siège parisien et la place de Bordeaux, elle contribue elle aussi à superviser une partie des flux entre le Port de la Lune et l'Extrême-Orient. Elle gère en particulier des opérations de « crédit documentaire », de change, de transferts de fonds et de gestion de moyens de paiement, tous des outils essentiels à la vie des affaires connectées – en parallèle avec les opérations maritimes assurées par les courtiers, les transitaires ou les commissionnaires en liaison avec les armateurs (dont les Messageries maritimes).

Schéma établi par Marc Meuleau, *La Banque de l'Indochine, op. cit.*



C'est que la Banque de l'Indochine pratique avec expertise la « banque de négoce » (en anglais : *trade finance*) à l'échelle intercontinentale¹⁹ même si la majorité de ses opérations se déploie en Indochine même. Denis frères comme ses consœurs a certainement bénéficié pour ses propres affaires euro-asiatiques d'« avances en comptes courants », d'« effets escomptés à l'exportation » afin d'alimenter en produits européens son réseau commercial indochinois et nombre d'opérations de transfert de lettres de change, de « contrats de change »²⁰ et de papier de crédit. Le Siège bordelais de Denis frères, comme celui de Ballande pour les affaires dans le Pacifique et la Nouvelle-Calédonie, utilise le Siège parisien de la Banque de l'Indochine en relais des flux de commerce et de correspondance. C'est le cas

¹⁷ Hubert Bonin, « L'activité des banques françaises dans l'Asie du Pacifique des années 1860 aux années 1940 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1994, tome 81, n° 305, p. 401-425. Hubert Bonin, *French Banking and Entrepreneurialism in China and Hong Kong, From the 1850s to 1980s*, Abingdon, Routledge, « Banking, money and international finance », 2019. Hubert Bonin, « French banking in Hong Kong: From the 1860s to the 1950s », in Shizuya Nishimura, Toshio Suzuki & Ranald Michie (dir.), *The Origins of International Banking in Asia. The Nineteenth and Twentieth Centuries*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

¹⁸ François Gipouloux, *La Méditerranée asiatique. Villes portuaires et réseaux marchands en Chine, Japon et en Asie du Sud-Est, XVI^e-XXI^e siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2009.

¹⁹ « Chapitre 4. Une banque du négoce », Patrice Morlat, *Indochine années vingt. Tome III : L'âge d'or de l'affairisme colonial (1918-1928). Banquiers, hommes d'affaires et patrons en réseaux*, Paris, Les Indes savantes, 2016, p. 137-175.

²⁰ « Chapitre 5. Le métier de l'argent », *ibidem*, p. 177-195 ; ici ; p. 181-182.

notamment pour les « remises sur métropole »²¹ par lesquelles la banque transfère des actifs comptables d'Indochine en Métropole, donc, dans ce cas, à Bordeaux, dans le cadre du métier de « gestion des moyens de paiement » à l'échelle mondiale. Denis frères n'a pu que bénéficier d'un tel système bancaire et du capital de compétences de la Banque de l'Indochine²².

3. La Société bordelaise de CIC partenaire de Denis frères

Le cœur familial de la dynastie Denis bat à Bordeaux : Alphonse siège par exemple à la Chambre de commerce en 1893-1913. L'on ne peut concevoir pour la société de travailler « hors sol », de n'entretenir de contacts bancaires qu'avec la maison parisienne qu'est la Banque de l'Indochine, aussi étroites que soient leurs relations.

On comprend donc que les Denis se soient rapprochés de la Société bordelaise de CIC, l'une des filleules provinciales de la banque parisienne du Crédit industriel et commercial²³. Dès sa fondation en 1880 par des membres de la communauté maritime de la cité-port, en concurrence avec Piganeau et surtout Samazeuilh²⁴, cette maison devient est une partenaire sur le long terme depuis son Siège du cours du Chapeau-Rouge. Un signe probant est que des Denis siègent à son conseil d'administration : Alphonse entre 1909 et 1928 puis Étienne entre 1928 et 1950 et enfin Maxime entre 1951 et 1971, donc pendant deux tiers de siècle.

Au-delà de la gestion de lignes de disponibilités familiales, on peut supposer que l'établissement girondin finance une partie des affaires régionales (armement maritime, achats et ventes de produits concernant la vie en Indochine), même s'il est évident que la place parisienne doit procurer l'essentiel de l'argent nécessaire aux opérations courantes en Métropole, tandis que la Banque de l'Indochine assure l'essentiel en Extrême-Orient. La maison mère de la Société bordelaise, le CIC lui-même, porte d'ailleurs un grand intérêt aux liens entre Paris et l'Indochine puisque son président (en 1895-1927) Albert de Montplanet vice-préside puis préside aussi la Banque de l'Indochine (en 1920-1927), établissement de place dont le CIC est l'un des actionnaires, tout en présidant un temps la Société bordelaise (en 1913-1927).

De son côté, Charles Georges-Picot est à la fois vice-président du CIC et administrateur tant de la Banque de l'Indochine que de la Société bordelaise de CIC – qu'il préside en 1926-1930 –, ce qui confirme cet emboîtement des communautés, en une sorte de tripode Bordeaux-Paris-Saigon. C'est que ce système de « banque relationnelle » permet d'assurer une meilleure collecte de données pour contrer le risque d'asymétrie d'information et de cimenter le capital de confiance nécessaire à la durabilité des partenariats – même si Denis frères, contrairement à tant de maisons de négoce girondines, n'a jamais cédé aux tentations d'une spéculation débridée durant les boums cycliques.

Si l'on se concentre un peu sur Denis frères, des flux de papier de crédit relie Denis frères d'Indochine à Denis frères de Bordeaux, qui est créditrice de la première à

²¹ *Ibidem*, p. 185-186.

²² Cf. « Denis frères », *ibidem*, p. 428-432.

²³ Hubert Bonin, *Banque et bourgeoisies. La Société bordelaise de CIC (1880-2005)*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

²⁴ Hubert Bonin, « La splendeur des Samazeuilh, banquiers à Bordeaux (1810-1913) », *Revue historique*, 1993, n° 288, p. 349-389.

cause de l'envoi de marchandises métropolitaines vers l'Asie. Les bilans annuels indiquent ainsi au passif de la seconde le montant des « exigibilités » vis-à-vis de sa consœur²⁵, par exemple 1,525 million de francs en 1930, aux côtés de 2,6 millions d'effets à payer en général, peut-être insérés dans un circuit d'escompte bancaire.

La solidité de la maison est telle, avec d'épais dépôts en compte courant des administrateurs et de la famille (2,2 millions de francs en 1930) et un capital versé de 1,7 million) que les besoins en crédits bancaires de Denis frères Indochine doivent être modestes. Et le déficit comptable enduré en 1931 par Denis frères Bordeaux est dû à l'affaiblissement du portefeuille de valeurs mobilières et immobilières, puisque le bénéfice opérationnel atteint 0,5 million de francs : on ne constate pas de surendettement vis-à-vis des banques comme c'est alors le cas pour nombre de maisons de négoce girondines. C'est d'ailleurs à titre purement personnel que le président de la Banque de l'Indochine, Stanislas Simon, avait acquis cinquante actions de Denis frères Bordeaux²⁶, que la famille Denis rachète à son décès en 1931.

4. Bordeaux et la Banque de l'Indochine en 1938-1945

Paradoxalement, ce sont les avatars de la Seconde Guerre mondiale qui placent la succursale bordelaise de la Banque de l'Indochine au cœur de la Grande Histoire et lui confèrent un rôle déterminant. En parallèle avec Châtelguyon et Vichy, deux villes où ont été transférés des services de nombreuses banques, elle devient l'un des points d'appui de l'entreprise pour enrayer les aspects négatifs de l'Occupation, en particulier à Paris. « Dès le début des hostilités, nous avons, en plein accord avec les autorités gouvernementales, transféré notre conservation et certains services dans un immeuble acquis antérieurement à Bordeaux, et aménagé en vue de faire face à toutes éventualités. »²⁷

A. L'installation d'une succursale de la Banque de l'Indochine

On déménage le service des Titres dans l'immeuble acquis en 1938 au 11 cours de Verdun : 251 salariés sont concernés, le 3 septembre 1939 – à deux pas de la résidence de Maxime Denis, qui habite au 27 cours de Verdun... Les ordres de Bourse y sont désormais traités ; le service des coupons doit gérer quant à lui le quotidien de la gestion des avoirs mobiliers de la clientèle. Un service des coffres est même installé pour accueillir des avoirs et des titres de clients inquiets des risques éventuels à Paris.

Le service de l'Économat rejoint ces entités rapidement. Soudain, devant l'avancée de l'offensive allemande en mai-juin 1940, on décide de replier sur Bordeaux la direction et une portion des 600 salariés parisiens, avant la remontée après l'armistice et la réouverture du Siège parisien à partir du 3 juillet. Mais une large fraction des effectifs s'est tout de même installée en « zone libre », à Châtelguyon et Vichy puis à Marseille en novembre 1940.

²⁵ Rapports annuels de Denis frères d'Indochine et de Bordeaux, 1923-1936, archives du Crédit lyonnais, DEEF 541277, Archives historiques de Crédit agricole SA. Rapports annuels de Denis frères d'Indochine, 1937-1955, *ibidem*, DEEF 52470/1.

²⁶ *Ibidem*, rapport de Denis frères de Bordeaux, 27 juin 1932.

²⁷ Rapport annuel de la Banque de l'Indochine pour l'année 1939, Archives historiques du Crédit agricole.

Cependant, l'isolement des pôles métropolitains s'accroît : la place de Paris est plutôt coincée ; Marseille ne peut agir que de façon limitée, dans un premier temps, en raison des coupures de liaisons maritimes avec l'empire et l'Extrême-Orient. L'Administration centrale peine à maintenir les circuits des affaires classiques ; elle doit ouvrir une agence à Londres à la fin de l'année 1939 pour insérer au mieux ses opérations internationales hors du champ du conflit, notamment pour les flux de livres sterling, ou en vue, éventuellement, de maintenir les liens avec l'empire colonial en cas de coup dur en Europe continentale.

D'autres services descendent eux aussi à Bordeaux une fois la guerre déclenchée : « Les installations de la Banque de l'Indochine à Bordeaux ont pour but essentiel d'abriter en temps de guerre une grande partie des services normalement installés à Paris ; elles doivent être en mesure de recevoir tous ces services, y compris la direction générale, le cas échéant. Si l'éventualité de l'évacuation totale était réalisée, le siège de Bordeaux fonctionnerait comme celui de Paris, il n'y aurait aucun organisme nouveau à créer. Mais l'évacuation n'ayant été réalisée que partiellement, la création à Bordeaux de certains services doublant ceux qui étaient maintenus à Paris devenait nécessaire. C'est ainsi qu'il fallait à Bordeaux un service de caisse pour les paiements du personnel et des fournisseurs, pour l'établissement des chèques demandés par les services, etc. alors que la Caisse de Paris continuait de fonctionner. De même, il fallait créer un service de comptabilité, embryonnaire certes, mais distinct de la comptabilité de l'Agence centrale. Enfin, il fallait un service de correspondance et du câble, ainsi qu'un Secrétariat. Il a été convenu d'appeler "agence de Bordeaux", par opposition aux services de l'Agence centrale installés à Bordeaux, l'ensemble des services ainsi nouvellement créés. »²⁸

B. Un dirigeant de la Banque de l'Indochine au cœur de l'Histoire à Bordeaux en juin 1940

Pourtant, Bordeaux, longtemps coupée des territoires insérés dans le rayon d'action de la France libre, rentre à nouveau dans la grande Histoire : en effet, le directeur général adjoint de la Banque de l'Indochine, Jean Laurent, s'avère être passé dans le camp hostile au régime de Vichy. Dès le printemps 1940, il se range du côté des responsables opposés à un armistice et donc à l'admission de la défaite, un groupe d'hommes qui entoure de façon informelle Paul Reynaud, président du Conseil. Il fréquente donc un temps Charles de Gaulle, quand celui-ci est promu sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre le 5 juin 1940 : il en devient même le directeur de cabinet, pour deux semaines – certainement à la suggestion de Reynaud. Il l'accompagne quand il descend à Bordeaux et s'y installe dans ses bureaux installés à la Faculté de droit (35 place Pey-Berland).

Où Laurent, banquier, aurait-il fait connaissance de Reynaud ? Une première hypothèse est qu'ils sont entrés en relations quand ce dernier est ministre des Colonies entre le 27 janvier 1931 et le 16 février 1932, au moment de l'Exposition coloniale ; une deuxième hypothèse évoque les liens tissés par Reynaud et la communauté des affaires, puisque cet homme de la droite libérale a dû entretenir des réseaux d'information au cœur de la place parisienne ; et il fréquentait par exemple Jean Monnet, alors financier éminent à l'échelle internationale. En tout cas, Laurent

²⁸ Note « Organisation et fonctionnement de l'agence de Bordeaux », 27 octobre 1939, Archives de la Banque de l'Indochine, 439AH1346, Archives historiques de Crédit agricole SA.

devient le chef de cabinet de Reynaud dans le gouvernement actif entre le 21 mars et le 16 juin 1940.

Or, quand de Gaulle revient à Bordeaux après son voyage à Londres les 15 et 16 juin (accompagné de son ordonnance Geoffroy Chodron de Courcel) afin de tenter de faire avancer son idée du renforcement de l'alliance franco-anglaise et quand il apprend qu'il est évincé du gouvernement puisque Reynaud vient de démissionner²⁹, Laurent revient au cœur de la grande Histoire. Après le retour de De Gaulle à Bordeaux à 21h30 et son entretien avec Reynaud (démissionnaire depuis 20 heures) le 16 juin vers 23 heures, pendant lequel il lui fait part de sa volonté de gagner Londres, Reynaud le met en rapport avec Laurent. Vers minuit, celui-ci lui prête les clés de son propre appartement à Londres (8 Seymour Place, près de *Hyde Park*) afin qu'il puisse s'y loger à son arrivée le lendemain – et il y rédigea une première version du futur Appel du 18 juin. Le matin de ce même 17 juin, devant l'hôtel *Normandy*, c'est Laurent qui remet à De Gaulle l'enveloppe contenant les 100 000 francs que le chef de gouvernement déchu lui a néanmoins fait attribuer afin de financer son installation outre-Manche et que, encore en fonctions juridiquement, il peut puiser dans les fonds secrets de la présidence du Conseil³⁰ – avant que De Gaulle ne rejoigne Mérignac et l'avion d'Edward Spears, général britannique en charge des liaisons entre les deux gouvernements.

Ayant récupéré ses fonctions à la Banque de l'Indochine, Laurent agit avec discernement et quelque audace en vue d'anticiper sur une évolution favorable des événements. Il envoie un haut cadre organiser l'agence de Marseille puis relancer les liens bancaires à New York via les Antilles, donc depuis Bordeaux. À un Paul Baudouin, directeur général de la Banque de l'Indochine, puis P-DG en février 1941, qui devient un rouage pétainiste, comme ministre des Affaires étrangères (entre le 17 juin et le 29 octobre 1940), s'oppose un Laurent qui s'engage résolument (et réellement) dans la Résistance. Cela n'a rien à voir avec l'histoire de la Banque de l'Indochine dans sa vie courante ; mais c'est révélateur de la pluralité des courants de pensée qui caractérise son état-major de banque à la fois française, coloniale et internationalisée (notamment par Hong Kong) : à un Baudouin pétainiste s'oppose un Laurent quasi gaulliste, mais non rallié personnellement à l'équipe gaullienne.

Ce polytechnicien³¹ était entré dans la maison comme inspecteur général en 1928 et y était devenu directeur en 1931 et directeur général adjoint en juillet 1938. Lui aussi s'implique dans la vie citoyenne puisqu'il devient le chef de cabinet de Charles de Gaulle quand celui-ci est un éphémère sous-secrétaire d'État à la Défense nationale du 6 au 16 juin 1940 dans le dernier cabinet de Paul Reynaud. Néanmoins, il refuse de suivre De Gaulle à Londres et rentre dans la Banque, d'abord en passant par la succursale de Bordeaux, où il réside. Il aide des Français à rejoindre l'Angleterre, par Marseille ou Bordeaux ; il noue des contacts avec des responsables en transit par

²⁹ Cf. Jean-Pierre Guichard, *Paul Reynaud : un homme d'État dans la tourmente, septembre 1939-juin 1940*, Paris, L'Harmattan, 2008. Talbot Imlay, « Paul Reynaud and France's response to Nazi Germany, 1938-1940 », *French Historical Studies*, été 2003, volume 26, n° 3, p. 497-538

³⁰ Cf. Gérard Faugère, « Les différentes adresses où le général de Gaulle s'est rendu à Bordeaux dans la nuit du 16 au 17 juin 1940 », *Fondation de la France libre*, juin 2011, n° 40 [<https://www.france-libre.net/adresses-de-gaulle-16-17-juin-1940/>]. Dominique Manenc, « Les douze heures bordelaises de De Gaulle », *Sud Ouest*, 12 juin 2010. Gérard Boulanger, *À mort la Gueuse !*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

³¹ Marc Meuleau, *Des pionniers*, op. cit., p. 420-421.

Bordeaux. De tels faits confèrent finalement quelque aura à une succursale de la Banque de l'Indochine promise à l'origine à une simple gestion technique.

Puis il entre lui-même dans un réseau de Résistance au second semestre 1941, comme fournisseur de renseignements sur la vie administrative grâce à ses relations à Paris et Bordeaux, puis même comme membre du réseau Alliance et chef de secteur du groupe Jade Amicol, un solide mouvement de Résistance né en partie dans le Sud-Ouest et actif en Gironde³², d'où son rôle relativement important à Paris en été 1944. Même s'il est un temps inquiet à cause de son statut d'administrateur d'Air France pendant l'Occupation, il conserve sa légitimité et devient directeur général de la Banque de l'Indochine de 1945 à son décès en septembre 1952, en symbole de ces dirigeants d'entreprise qui ont choisi de fréquenter la Résistance³³ plutôt que de participer activement à la Collaboration économique.

Deux (bonnes) faces de l'action se sont alors déployées en parallèle : Jean Laurent, qui s'efforce de faire tourner un pan de la Banque de l'Indochine entre une France occupée, l'aire d'influence anglo-saxonne et un Orient divisé, et Étienne Denis, qui avait gagné l'Indochine : il « vécut cette période difficile au milieu de son personnel, se consacra aux problèmes de ravitaillement maritime entre la Cochinchine et le Tonkin »³⁴. Mais l'Histoire fait rapidement, dès le pouvoir gaulliste³⁵ en 1945-1946, peser la menace de tensions entre nationalistes et colonialistes en Indochine, ce qui ne peut à terme qu'ébranler les flux classiques entre la Métropole (et Bordeaux) et l'Indochine.

C. La succursale de Bordeaux en 1939-1941 : une petite banque commerciale reliant Bordeaux au monde ?

La succursale bordelaise s'insère dans les flux de « papier » entre les diverses bases de la Banque de l'Indochine, notamment avec son siège provisoirement replié à Châtelguyon. Celui-ci entretient une correspondance régulière avec Bordeaux³⁶, en particulier pour l'enregistrement comptable des opérations de change – avant que les responsables du service des changes J. Lehmann et P. Defferrière, un temps descendus à Bordeaux, ne remontent à Paris – ou de crédit documentaire – en parallèle avec la succursale de Marseille. L'un des directeurs, François de Flers, s'est même installé un temps à Bordeaux et y gère une partie de ces flux de courrier, dont la responsabilité incombe dans la durée aux dirigeants locaux. Un compte est même transféré de Paris à la succursale de la Banque de France (13 rue Esprit-des-Lois), avec un encours de 189 millions de francs³⁷ le 18 juillet 1940.

³² « La Résistance en Gironde. Les réseaux. Le réseau Jade-Amicol », *Cahiers de la Résistance*, n° 15 ; repris par le site [<http://www.ffi33.org/reseaux/jadeamicol.htm>]. Michel Slitinsky, *La Résistance en Gironde*, Mérignac, Éditions Les cahiers de la Résistance, 1972.

³³ Cf. Hubert Bonin, « De la France libre à l'action patronale et entrepreneuriale : le legs de la guerre à l'histoire des élites économiques », in Sylvain Cornil-Frerrot & Philippe Oulmont (dir.), *Les Français libres et le monde*, Paris, Fondation de la France libre & Nouveau Monde Éditions, 2015, p. 367-386.

³⁴ « Alphonse Denis », in Jean & Bernard Guérin, *Des hommes et des activités*, op. cit., p. 225.

³⁵ Cf. Frédéric Turpin, *De Gaulle, les gaullistes et l'Indochine, 1940-1946*, Paris, Les Indes savantes, 2005.

³⁶ Correspondance en 1940-1941, Archives de la Banque de l'Indochine, 439AH1349, Archives historiques de Crédit agricole SA.

³⁷ Lettre du 18 juillet 1940, Archives de la Banque de l'Indochine, 439AH1344, Archives historiques de Crédit agricole SA.

On envisage alors de conférer une certaine autonomie de gestion bancaire à la succursale, mais uniquement pour « la clientèle coloniale »³⁸ : « Notre rôle de correspondant des agences d'Extrême-Orient nous fournira l'occasion d'encaisser quelques commissions. D'autre part, il nous mettra peu à peu en contact avec une clientèle locale ayant pour une cause quelconque des relations avec l'Extrême-Orient – commerçants ou déposants – qui ne passaient pas nécessairement jusqu'ici par l'intermédiaire de notre banque et que nous pourrions nous efforcer d'attirer complètement à nous. »³⁹ Quel que soit l'éventail des opérations gérées à Bordeaux, ce siège réunit dix-sept salariés en octobre 1939, sous la direction de Demay et du sous-directeur Morin.

En tout cas, cette base arrière s'avère peu ou prou utile au cœur de métier de la Banque de l'Indochine. Ballande (au 15 place Pey-Berland) fait appel à elle « en raison des difficultés de trésorerie occasionnées par la lenteur actuelle des transports maritimes vers Nouméa »⁴⁰. Elle était cliente à Paris pour la gestion de connaissements maritimes et saisit l'occasion de ce rapport de proximité avec l'agence de Bordeaux pour bénéficier d'avances sur marchandises, avec une ligne de trois millions de francs, dont la moitié utilisée en octobre 1939. La société de tissage Savana Pondichéry fait passer des traites documentaires sur Savana Bordeaux pour des achats auprès de ses fournisseurs girondins⁴¹. On voit même la puissante maison de négoce Olivier-Chine faire passer depuis Shanghai des traites par Bordeaux en route vers Olivier-Paris, « relatives à des expéditions de jaune d'œuf et d'albumine »⁴² à destination d'industriels belges : « En contre-valeur de ces remises, la maison Olivier nous remet à Bordeaux des traites tirées sur ses acheteurs pour des montants légèrement supérieurs à ceux de traites d'origine puisqu'ils comprennent les frais et bénéfices de la Compagnie Olivier en France. »⁴³

Faure frères (61 cours Xavier-Arnoz), qui passait par d'autres banques, vient solliciter elle aussi la succursale pour des crédits documentaires « couvrant des achats de vanille »⁴⁴, par le biais de l'agence de Papeete de la Banque de l'Indochine. Et la succursale bordelaise devient une spécialiste du conseil aux entreprises pour leurs demandes des permis et certificats de sortie ou d'entrée des marchandises négociées, afin d'éviter leur blocage à la douane et leur entreposage forcé, aux dépens d'un transbordement rapide : il faut soupeser en effet le statut du pays ou territoire concerné : pays neutre, colonie française, belligérant, etc. – avant que l'entrée en guerre du Japon ne vienne brider les échanges avec l'aire du Pacifique.

Toutefois, Denis frères reste au cœur de la vie de la Banque de l'Indochine : le total de ses encours de découverts en février 1940 s'y élève à 10,4 millions de francs pour des lignes de 18 millions, tandis que les escomptes en cours se chiffrent à huit millions⁴⁵. Or la société contacte le service des changes de la succursale de Bordeaux afin qu'elle prenne en main un portefeuille de traites sur Londres que l'Office des changes a

³⁸ Lettre du 5 décembre 1939, *ibidem*.

³⁹ Archives de la Banque de l'Indochine, 439AH1346, Archives historiques de Crédit agricole SA.

⁴⁰ Note « Établissements Ballande », 28 octobre 1939, Archives de la Banque de l'Indochine, 439AH1346, Archives historiques de Crédit agricole SA.

⁴¹ Note « Escomptes Savana », 9 novembre 1939, *ibidem*.

⁴² Note « Olivier Chine », 29 novembre 1939, *ibidem*. Voir : Hubert Bonin, « A leading French trade house in China: Olivier (1900s-1930s) », *Business History*, à paraître en 2020.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Note « Faure frères », 30 janvier 1940, *ibidem*.

⁴⁵ Note « Risques Denis frères », 29 février 1940, *ibidem*.

bloqué car « les demandes transmises par l'intermédiaire de la Société bordelaise de crédit ont été, à notre avis, mal établies »... Il est vrai que la gestion des flux internationaux est devenue complexe à cause des réglementations instituées depuis le début du conflit : ces traites étant liées à des marchandises expédiées directement d'Indochine vers l'Angleterre doivent être présentées dans toutes les apparences du respect du droit exceptionnel des changes, qui impose d'obtenir des « licences » auprès de l'Office des changes, ce dont est devenue spécialiste le service des changes installé à Bordeaux.

4. Bordeaux loin de l'Indochine ? La Banque de l'Indochine loin de Bordeaux ?

Si Denis frères (18 rue Ferrère) relance ses activités en Indochine dans la seconde moitié des années 1940, peut-être ses dirigeants ne sont-ils pas complètement persuadés des chances d'un « retour à la normale »... Pourtant, si une chose est de participer aux opérations de ce groupe d'entreprises en les finançant depuis Paris ou Saïgon, une autre est de tenir compte des risques et surtout des secousses qui jalonnent cet après-guerre, quand la colonie entre dans une décennie de guerre de décolonisation. Production et commerce du riz, assurances, négoce général import-export, représentations commerciales, etc. sont autant d'activités que la Banque de l'Indochine peut cofinancer. Mais elle n'a pas besoin de sa succursale bordelaise pour ce faire.

Or celle-ci n'est pas évoquée par les documents d'entreprise qui retracent l'histoire de la cité-port dans cet après-guerre. La Société bordelaise de CIC, la BNCL, le Crédit lyonnais, la Société générale ou le CNEP, notamment, suffisent amplement à soutenir l'activité des maisons de la cité-port. Toutes sont plus ou moins insérées dans les réseaux de financement du commerce aux Antilles et en Afrique subsaharienne ; et la Compagnie algérienne⁴⁶ est venue élargir cette ouverture vers l'outre-mer.

Par ailleurs, la nécessité de protéger l'ensemble de la documentation mobilière de la banque n'exige plus une localisation en Gironde, dans cet après-guerre apaisé, malgré les menaces de la Guerre froide. Le rapatriement en région parisienne de ces masses de papier financier et comptable est effectué. Aussi cet entrepôt souterrain du cours Clemenceau a-t-il perdu tout intérêt pratique et l'agence est surdimensionnée par rapport aux besoins courants. Enfin, le devenir de l'Indochine devient tellement aléatoire qu'on ne peut parier sur une croissance soutenue des relations avec cet Extrême-Orient, tandis que la Chine elle-même se ferme complètement au début des années 1950, sans espoir de reprendre pied à Shanghai ou dans d'autres anciennes concessions françaises.

C'est pourquoi la Banque de l'Indochine quitte Bordeaux, après une brève aventure ; son Siège parisien reste le maître d'œuvre des relations d'affaires avec des entreprises girondines, surtout Denis frères et peut-être aussi Ballande. Ce n'est que plus tard qu'Indosuez, la successeure en 1974 de la Banque de l'Indochine, revient s'installer à Bordeaux avec une succursale sur la place des Quinconces, afin de pratiquer le métier de banque d'entreprise.

⁴⁶ Hubert Bonin, « Une histoire bancaire transméditerranéenne : la Compagnie algérienne, d'un ultime apogée au repli (1945-1970) », in Daniel Lefeuvre (*et alii*, dir.), *La Guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises* (En l'honneur de Charles-Robert Ageron), Paris, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2000, p. 151-176 (seconde édition en 2005).

Cependant, le négoce ultramarin poursuit son aventure commerciale : Denis frères Bordeaux (nom pris en janvier 1955), dirigée par le président Étienne Denis et trois autres gérants, François de Ferry, Maxime Denis et Louis Delalande, garde le cap. La Guerre d'Indochine explique que les exportations chutent de 116 milliards de francs en 1952 à 93 milliards en 1953 et 80 milliards en 1954 ; puis la maison perd ses activités dans un Tonkin devenu le Vietnam du Nord en 1955 ; et les aléas du Vietnam du Sud et des deux autres États cambodgien et laotien ébranlent ses positions. Mais elle se déploie encore plus en Extrême-Orient (Japon, avec la substitution d'une filiale à une simple agence en 1954, Thaïlande, Singapour à partir de 1954) et s'installe en 1952 à Madagascar, où est transféré en 1955 le siège de Denis frères Indochine, devenue simplement Denis frères⁴⁷, et plus tard à La Réunion et en Côte d'Ivoire, tandis que, dans les années 1960, le Cambodge devient le principal débouché dans l'ex-Indochine. Malheureusement, aucune donnée d'archive bancaire ne permet de préciser les liens concrets avec les banques de la place de Bordeaux.

Conclusion

À travers cette histoire de la succursale de la Banque de l'Indochine à Bordeaux, plusieurs parcours ont pu être évoqués : de la pure histoire bancaire spécialisée, avec la décentralisation d'entités du Siège parisien ; l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; l'histoire des outre-mers, surtout indochinois, en autant d'épisodes d'une sorte de feuilleton où l'histoire des entreprises et celle des patrons ou managers ressort avec vivacité. Cela confirme que l'histoire d'une banque constitue toujours une sorte de balcon sur l'Histoire tant ses activités et sa clientèle sont diversifiées...

⁴⁷ Rapport annuel de Denis frères Bordeaux pour l'année 1955, archives du Crédit lyonnais, DEEF 52456, Archives historiques de Crédit agricole SA.